

## Pourquoi la CFDT n'appelle-t-elle pas à une journée intersyndicale de grève et de manifestation le 22 mars ?

**Les intersyndicales**, d'autant plus quand elles sont unitaires, seraient demandées par les agents voire les adhérents et militants, car donnant l'impression que nous serons « plus forts ».

**Vrai** si les syndicats se sont entendus sur des revendications communes aussi précises que possible, qu'ils seront alors plus forts à porter ensemble. Actuellement, c'est notamment le cas de l'intersyndicale sur les services à domicile et établissements pour personnes âgées. Et, pour l'ensemble de la fonction publique, cela a été le cas le 10 octobre 2017.

**Faux** si l'intersyndicale porte un « fourre-tout » protestataire (« Non aux suppressions de poste ! ») ou des revendications floues et inatteignables (+10% d'augmentation du point d'indice pour rattraper des années d'augmentations insuffisantes, en omettant PPCR au passage), auxquelles le gouvernement aura alors beau jeu de ne pas répondre ou alors a minima. L'échec risque alors de se retourner davantage contre « les syndicats » (tous) que contre le gouvernement.

On ne peut pas toujours être en intersyndicale : sinon, il n'y aurait qu'une seule organisation syndicale !

**La CFDT porte un syndicalisme** différent : celui de la transformation sociale. Cela implique d'être ouverts, d'écouter, et d'entendre à la fois les demandes des agents que nous représentons et des publics au service desquels nous sommes, les impératifs des employeurs, en gardant pour cap à la fois l'intérêt des agents et l'intérêt général.

La CFDT s'est construite en réaction au syndicalisme révolutionnaire, lutte des classes et grand soir. En réalité, ce syndicalisme protestataire se réduit souvent au conservatisme et à l'immobilisme... alors même qu'il proclame que l'existant est insupportable !

Le syndicalisme CFDT est exigeant car il ne se contente pas de dénoncer les injustices : il élabore des propositions, argumente et négocie et sait aussi recourir à la mobilisation des agents quand il le faut.

### **Nous voulons de réels progrès dans la vie au travail des agents : comment les obtenir ?**

**Négocier**, c'est dur ! Tous ceux qui mènent des négociations, y compris dans leurs entreprises, leurs administrations, leurs établissements, peuvent en témoigner. Mais négocier, c'est défendre les agents et pouvoir améliorer concrètement leur situation.

Pour l'instant, le gouvernement n'a fait que des annonces, certes provocatrices et méprisantes pour plusieurs d'entre elles. Mais il a commencé à rétro-pédaler sur le plan de départs volontaires et le recours aux contractuels. Et il propose une année de concertation. Faut-il refuser de négocier parce qu'on se méfie ? Mais quand ne se méfie-t-on pas ?

Négocier, cela exige aussi que nous sachions communiquer sur nos propositions et positions tout au long du processus. Nous en avons conscience et nous engageons à le faire.

**Manifester**, et donc faire grève, exige d'être nombreux pour inverser le rapport de forces en notre faveur. 400 000 manifestants : c'était le nombre de manifestants le 10 octobre dernier et c'est environ le nombre d'agents publics adhérents à un syndicat. Le gouvernement peut alors facilement nous rétorquer que les syndicats ne représentent qu'eux-mêmes, ce qui affaiblirait nos capacités de négociation.

À l'évidence, il en faut (beaucoup) plus pour faire « plier » le gouvernement. La grève et la manifestation, dont on ne peut pas user très souvent, demandent donc d'être soigneusement préparées, avec un mot d'ordre mobilisateur, pour avoir une chance de succès. En décembre, au moment des élections, le 22 mars sera très loin dans les souvenirs... Gardons notre capacité à manifester pour plus tard, si nous constatons que notre mobilisation n'a pas permis de lever les blocages concrets dans la négociation.

Les militant.e.s qui veulent rejoindre l'intersyndicale pensent-ils pouvoir mobiliser beaucoup d'agents ? Les agents qui réclament des manifestations unitaires sont-ils prêts à y participer ? Le temps n'est plus aux manifs par procuration, où les militants manifestaient POUR les agents ; pour peser, les agents doivent être dans la rue AVEC nous : y sont-ils prêts ?

**Attention** aux manifestations où, faute de mot d'ordre clair, les fonctionnaires seraient vus par la population comme défendant leurs soi-disant privilèges, et leurs syndicats comme rétrogrades, réfractaires à tout changement, à toute modernisation.

Ces dernières années, nous avons davantage obtenu par la négociation (PPCR par exemple, y compris le dégel du point d'indice) que par des manifestations.

**En année électorale**, n'avons-nous pas plus à gagner à nous différencier des autres syndicats, à leur présenter l'originalité du syndicalisme CFDT ?

Car sinon, pourquoi voteraient-ils pour nous ?

Mais il nous faut, tout au long de l'année, faire mieux connaître notre syndicalisme, nos oppositions, nos revendications, nos propositions et nos positions.

À nos yeux, les conditions de réussite ne sont pas encore réunies, c'est pourquoi nous ne nous joindrons pas à la manifestation du 22 mars 2018.

**Mais mobilisons-nous, du 16 au 20 mars,  
dans les services et les établissements  
sur des identifiants CFDT forts.**

**Par des actions de proximité,  
faisons connaître  
nos revendications et nos arguments.**

**Prenons notre place !**

